



Conseil de Développement
Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : Mardi 12 février 18h-20h

Lieu : « Le Seniz » à Baden (56)

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Mairie dans la presse locale à partir du 7 février. Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook. NB : La réunion a été enregistrée sur le site du Grand Débat National le 7 février mais n'est jamais apparue dans la liste des réunions.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 120 personnes présentes pour 2h de réunion.
Equipe d'animation composée de 3 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 75 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Il n'y a eu peu de débat entre les participants, chaque intervenant s'exprimant librement, y compris en contre-point d'une autre intervention.

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro pendant une vingtaine de minutes sur chacun des quatre thèmes décidés par le Président de la République, auxquels s'est ajoutée une séquence « autres sujets ». La première intervention, libre et sans question préalable, a déterminé le premier thème traité. Il n'y a eu aucune question posée par les animateurs, à part pour faire préciser le propos des intervenants.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en annexe).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et certains participants ont utilisé indifféremment les deux couleurs. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les « sous-catégories » indiquées ont été créées par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, elles n'ont pas été validées par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Fonctionnaires et élus qui écoutent le peuple

5

Une participante : « Je souhaiterais que les personnes qui occupent des postes au niveau du pouvoir (élus et fonctionnaires) entendent et écoutent le peuple et qu'il y ait moins de personnes inutiles à ce niveau. »

ORGANISATION TERRITORIALE

Regrouper les communes

13

Un participant : « Je souhaiterais que les communes se réunissent davantage pour mutualiser les services. Quand je vois qu'à Larmor-Baden on est en train de déplacer de l'argent public pour agrandir une mairie alors qu'un jour ou l'autre on sera rattachés à Baden c'est du gaspillage ! »

Réduire le mille-feuilles administratif -> civisme des élus

20

Un participant : « Tout le monde parle du mille-feuilles administratif mais ceux qui doivent le réformer ce sont nos élus, qui sont très bien là où ils sont, dans leurs petits chaussons. (...) Moi je ne suis pas dans l'administration, je ne sais pas comment faire mais si on demande le civisme des citoyens pour le paiement de l'impôt il y a aussi le civisme de nos élus ! Quand on demande aux sénateurs de diminuer leur nombre vous avez vu la réaction ? La réticence au changement fait qu'on n'arrive pas à engager des réformes qui soient efficaces. L'Allemagne l'a fait à la Réunification grâce au mouvement émotionnel que cela a provoqué : ils ont réformé leur système administratif. En France peut-être que les « gilets jaunes » vont nous permettre de lancer ce grand changement. »

Article 72 de la Constitution¹ (décentralisation) à mettre en œuvre rapidement

7

Un participant : « Il serait temps qu'on décentralise en France parce que toutes les décisions sont prises là-haut à Paris !

A l'école maternelle on apprend aux enfants à être autonomes, à l'hospice on essaie de maintenir l'autonomie le plus longtemps possible et entre les deux on est traités comme des enfants ! »

Supprimer le département

10

4

Renforcer les Régions

17

Un participant : « Il faut donner le pouvoir aux Régions et pas à des « régions-croupions » (la Bretagne a 5 départements historiques). C'est à ce niveau-là qu'on peut prendre le pouvoir et la réduction du « mille-feuilles » peut aussi se régler là : une assemblée régionale unique, sans départements. »

Simplification administrative efficace

8

Un participant : « Le constat est clair : depuis des années on est passés de l'Etat omniprésent et tout puissant à des compétences qu'on a vu passer dans les mains des Régions, des Départements, des Communes puis des Communautés de Communes, puis des Agglomérations etc. Le problème c'est que rien n'est clair, chacun ayant gardé son petit bout de compétences il n'y a pas de cohérence dans tout ça !

2ème point (...) beaucoup de structures ont monté des systèmes (syndicaux ou autre), qui permettent de rémunérer des gens de manière différente, soi-disant pour donner de la souplesse au système. C'est très joli en théorie mais dans la pratique où sont les économies (notamment de personnels) qu'on attendait de ce système ? Où est la clarté entre les différentes strates? »

Interrogation du modèle de croissance centré sur les métropoles

6

Un participant : « On a un modèle de développement économique qui est de plus en plus centralisé dans des mégalopoles or, je pense que c'est un non-sens si on prend en compte les coûts, et on oublie les gens qui vont habiter dans la campagne donc il faut une justice dans la répartition des activités et penser aux surcoûts (...) Il faudrait une réflexion sur un nouveau projet de réaménagement du territoire ! »

¹ [Article en intégralité sur Légifrance \(service public de la diffusion du droit par l'internet\)](#)

RAPPORT AUX ADMINISTRATIONS

Conserver enquête publique traditionnelle 3

Une participante : « J'ai vu que la dématérialisation des enquêtes publiques était testée en Bretagne² et je souhaite que l'on puisse continuer à y participer sans passer par internet ! »

Interlocuteur unique pour chaque service 6

Un participant : « Il faudrait parvenir à ce que quand on fait une démarche on ait un interlocuteur unique qui embrasse l'ensemble des dossiers »

Rétablir de vrais interlocuteurs (moins de boîtes vocales) 7

Une participante : « Maintenant, avoir un interlocuteur dans les services administratifs est très difficile : on a une boîte vocale, on appuie sur # on appuie sur * et on attend des heures. (...) On a supprimé beaucoup d'emplois et on a plus d'interlocuteurs, c'est déshumanisé. »

PLU³ par communes -> PLUI Plus rationnel 4

Une participante : « Toutes les communes autour de nous refont actuellement leurs plu et ce sont des prestations qui coûtent très cher pour des documents « copier-coller » simplement ajustés aux réalités locales. Il y a là pas mal d'argent qui pourrait être rationalisé en mutualisant ces documents. »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

EQUITE FISCALE

Impôts payés par tous (quel que soit le revenu) même 10 € 15

Attention à la part du revenu pour les plus modestes 1

Un participant : « L'impôt est un élément de justice et d'égalité citoyen. Tout citoyen français doit participer au prélèvement de l'impôt, qui sert à faire fonctionner notre pacte social (...) or, aujourd'hui moins de 47% des contribuables sont assujettis à cet impôt.

L'impôt doit être juste, participatif, contributif et distributif. Chaque citoyen percevant des revenus, y compris par le biais des aides sociales ou du SMIC, doit s'acquitter d'un impôt. Chaque citoyen doit sentir aujourd'hui qu'il est français et qu'il percevra en retour quelque chose. »

Un autre participant, en réponse : « Sur le principe ça paraît formidable mais il ne faut pas oublier que les personnes les moins aisées sont les plus ponctionnées en proportion de leurs revenus. (...) Il y a des gens pour qui 10 € c'est très élevé »

Suppression du prélèvement forfaitaire⁴ sur les revenus financiers 10 6

Un participant : « Peu de gens sont concernés, mais sur la partie des revenus qui excède 152 000 € (environ 13 000 euros mensuels), l'impôt est de 45%, or, depuis 2018 les revenus financiers (dividendes, ou obligations notamment) ne sont plus imposés que par un prélèvement forfaitaire unique de 30%. Cette mesure diminue de 2 milliards les recettes fiscales donc je propose qu'on supprime le prélèvement forfaitaire unique et qu'on impose à nouveau les revenus financiers au taux progressif de l'impôt sur le revenu »

Encourager civisme fiscal 4

Un participant : « Avant d'envisager une augmentation des impôts que ce soit en bas ou en haut de l'échelle, je pense qu'on n'insiste pas assez sur la fraude fiscale au quotidien. (...) Parce que finalement on vit tous un peu avec la fraude fiscale ! Qui n'a jamais payé une location saisonnière en espèce ? qui n'a jamais payé en espèce une prestation de services pour ne pas payer la TVA ? (...) Moi je dis que si tout le monde payait l'impôt comme il le doit, on aurait beaucoup moins de problèmes de finances publiques et on pourrait mieux participer aux dépenses publiques que tout le monde voudrait augmenter. »

Equité fiscale dans les territoires (DOM-TOM)

Une participante : « Je ne sais pas si mon information est bonne mais il paraît que les français qui vont vivre 6 mois à l'étranger ne payent pas d'impôt. Si à l'étranger ils payent à l'étranger c'est très bien mais dans le cas des DOM-TOM, si c'est une vérité je la trouve tout à fait inéquitable et injuste. »

Impôts payés par les entreprises là où elles produisent 10

Un participant : « Je voudrais parler de la fiscalité des grosses entreprises qui payent leurs impôts à l'étranger et ça ne me paraît pas très normal »

² Article dans [La Gazette des Communes](#) (hebdomadaire de la fonction publique territoriale)

³ Document fixant les normes de planification de l'urbanisme pour une commune ou un groupement de communes

⁴ Informations sur le [site du Trésor Public](#)

Harmonisation fiscale en Europe

23

Un participant : « Si les entreprises se délocalisent sur le plan fiscal c'est parce que des pays comme l'Irlande, le Luxembourg ou la Hollande ont des régimes fiscaux plus avantageux »

DEPENSES PUBLIQUES

Transparence dans les marchés publics

10

Un participant : « Ce serait une bonne solution pour éviter toutes les magouilles qu'il peut y avoir en la matière »

Baisser le train de vie de l'Etat et des collectivités locales

16

Un participant : « Je pense qu'il y a un problème de train de vie de l'Etat : tant au niveau des politiques (sénateurs, députés...) qu'autour d'un certain nombre de manifestations dont on pourrait se demander si elles ne pourraient pas être plus modestes. Ça pose la question d'un certain rôle international de la France qu'on met beaucoup en avant, mais la France n'est plus ce qu'elle a été et ça nous coûte extrêmement cher pour des résultats sur lesquels on peut s'interroger. C'est aussi les collectivités locales parce qu'à ce niveau-là (...) on pourrait aussi être plus modestes : par exemple en laissant les illuminations de Noël un peu moins longtemps.

On a donné 10 milliards pour la crise des « Gilets jaunes », va-t-on réfléchir à instaurer une nouvelle taxe pour les trouver ? »

Pas de privilèges pour les anciens élus (Présidents...)

22

Une participante : « Pourquoi laisser à nos présidents et nos ministres un train de vie assez incroyable une fois qu'ils sont en retraite ? Nous, lorsque nous sommes à la retraite nous perdons nos avantages professionnels ! »

Fin des subventions aux entreprises privées

7

Une participante : « Je ne vois pas pourquoi les entreprises, sous prétexte qu'on a peur qu'elles ne créent pas d'emplois etc. reçoivent de l'argent public. Si elles ne veulent pas créer du chômage, pourquoi elles ne créent pas des mutuelles entre elles ? Qu'elles se débrouillent ! D'accord c'est une prise de risque pour elles mais pour moi l'argent public doit aller au public. »

Stop aux dépenses publiques stupides

9

Un participant : « Actuellement la grogne qu'il y a dans le pays vient de ce qu'on demande beaucoup à l'Etat. Et l'Etat n'arrête pas de faire des dépenses publiques inconsidérées et stupides alors il faudrait peut-être mettre un peu de bon sens dans la gestion du pays ! »

Renforcer Cour des comptes⁵ (décisions opposables)

18 4

[Intervention dans la séquence « Organisation de l'Etat et des services publics »]

Une participante : « Je voudrais savoir pourquoi la Cour des Comptes n'a pas plus de pouvoir. Elle dénonce le gaspillage d'argent public mais ne peut pas intervenir directement. Qu'elle puisse faire quelque chose quand elle dénonce des scandales ! »

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

REFERENDUM(S)

Utiliser le référendum

3 2

Un participant : « Tout le monde déplore l'absentéisme aux élections, tout le monde a une petite larme et dit qu'il faut faire quelque chose et lors des élections suivantes on fait le même constat et rien ne se passe. Je pense que les gens veulent participer à la citoyenneté et donc pour qu'ils puissent avoir les moyens de s'exprimer, peut-être qu'il faut les citoyens puissent donner leur avis avec des referendums ponctuels. »

RIC⁶ : bonne idée mais à bon escient prise en compte si + de 50% de participation

2 4
6 1

Un participant : « Je trouve que le RIC est une bonne idée mais qu'il faut bien déterminer les sujets sur lesquels il peut être utilisé. Il faut également fixer également un nombre de signatures minimum relativement important et surtout, que le résultat de ce référendum soit entériné à la condition que la participation soit au moins de 50% pour qu'on ne se retrouve pas avec un référendum applicable avec une participation réduite »

⁵ [Site officiel](#) de la Cour des comptes (juridiction spécialisée chargée de vérifier les comptes publics et de juger les comptables publics de l'Etat)

⁶ Référendum d'Initiative Citoyenne

MODALITES DE VOTE

Prise en compte du vote blanc pour diminuer l'abstention Vote obligatoire et seuil d'éligibilité

10	1
11	2

Un participant : « Je pense que quand les gens ne trouvent pas leur compte dans l'offre politique qui est faite il devrait y avoir la possibilité de voter blanc et de le prendre en compte dans le calcul des résultats. Ça pousserait les gens à venir voter ! »

Un autre participant : « je suis a priori pour, mais à condition qu'il soit assorti de deux choses : que le vote soit obligatoire et qu'il y ait un seuil d'éligibilité. Pourquoi ? Avec le vote blanc comptabilisé, ils vont avoir honte de leurs scores pendant 3 élections et après on va s'habituer et donc il n'y aura pas de changement. Si les gens sont obligés d'aller voter et que personne n'obtient plus de 20 ou 25% et bien le candidat qui est en tête n'est pas élu, et il y aurait un tirage au sort. »

Rendre le vote obligatoire/scrutin en semaine/vote en ligne

4	3
---	---

Une participante : « Il faut que les gens se sentent responsables de leur pays et donc qu'ils s'investissent. Je pense que le vote obligatoire est très intéressant car cela permet que tout le monde soit concerné. En Belgique, si je ne me trompe pas, c'est obligatoire et les scrutins ont lieu pendant le temps de travail ce qui permet à tout le monde d'avoir du temps pour aller voter. En Suisse, on peut voter sur internet donc ça permet à beaucoup de gens de voter. »

Introduction de la proportionnelle dans les élections diverses

4	2
---	---

PARTICIPATION CITOYENNE/RELATIONS AVEC LES ELUS

Les élus doivent avoir conscience de la démocratie/plus de concertation sur les projets locaux

5

Une participante : « Par exemple dans le cadre de l'élaboration du PLU, il y a des réunions publiques d'information mais tout est déjà plié. On nous informe sans nous donner à un moment de possibilité d'échanger. Je pense que les gens demandent à élaborer des projets avec les élus pour qu'ils soient de meilleure qualité. »

Plus d'occasions de débattre comme ce soir

3

Un participant : « On parle de lutter contre l'individualisme, de créer un esprit collectif et bien je trouve que ce type de réunion est un moyen de créer un collectif : on parle tous ensemble d'un même sujet, on ne se connaît pas forcément, et je trouve ça très bien ! »

Multiplier les rencontres élus/citoyens

5

Un participant : « Avec des mandats électifs de 5 ans on peut aussi avoir des exigences sur des rencontres régulières avec le député du coin pour discuter »

CIVISME

Réintroduire l'instruction civique dans les écoles. Apprendre le « vivre ensemble »

7

Un participant : « Je pense qu'une partie des problèmes que nous avons en France est liée à l'incivisme et à l'individualisme et au fait qu'on a plus conscience de vivre en collectivité. Je souhaiterais qu'au niveau des écoles on fasse davantage de pédagogie auprès des enfants pour leur donner des éléments sur la citoyenneté et la façon de vivre ensemble. »

Le civisme : s'écouter, se parler, se comprendre

4

Une participante, en réponse à une personne déçue du faible nombre de « jeunes » dans le public : « Les jeunes ils travaillent (...). J'en connais bon nombre qui ne sont pas là parce qu'ils sont en train de travailler ou qu'ils s'occupent de leurs enfants, qu'ils n'ont pas les moyens de laisser à la garderie jusqu'à 20h. Le civisme c'est aussi essayer de se parler, de s'écouter et de comprendre pourquoi les situations de chacun sont différentes. »

EUROPE

Repenser l'Europe/plus de souveraineté Europe. Des députés plus proches. Plus de transparence

7
6

Une participante : « Que vaut notre souveraineté quand de nombreuses décisions sont prises à Bruxelles ? Est-ce que ça suffit de voter pour des députés qui vont nous représenter à Strasbourg ou à Bruxelles ? Il faudrait repenser ça que ce soit au plus près des citoyens (...) parce que beaucoup de décisions, qui ont un impact sur notre propre vie, sont prises à Bruxelles mais on ne sait même pas lesquelles ! (...) Moi je suis profondément européenne mais il faut repenser l'Europe. »

TRANSITION ECOLOGIQUE

EAU

Réhabiliter l'eau dans les territoires/réapprendre l'eau Economiser, préserver l'eau

5
8

Un participant : « Au niveau de l'eau en fait ce qui paraît important c'est de réhabiliter l'eau dans les territoires : pendant un demi-siècle on a fait en sorte que l'eau parte très vite des terres et avec les changements climatiques, paradoxalement en Bretagne où on dit qu'il pleut beaucoup, on risque d'être dans des territoires sous pression. Il est donc extrêmement important de réapprendre à vivre avec l'eau en ayant des politiques d'aménagement du territoire qui réconcilient l'eau et les territoires, qui font en sorte de garder l'eau et de préserver cette ressource et qui encouragent aux économies d'eau »

ENERGIE

Taxer le Kérosène comme les autres carburants

12 1
11 2

[Egalement énoncé dans séquence « Fiscalité et dépenses publiques »]

Un participant : « A propos de la taxe sur le carburant automobile qui a entraîné l'arrivée des gilets jaunes sur les ronds-points, le carburant pour les avions, qui profitent aux personnes qui ont les moyens, et bien ce n'est pas taxé. Ca l'est en Allemagne, pourrait-elle en France ? »

Un autre participant : « On veut taxer le kérosène mais il faut peut-être taxer aussi le gasoil sur les bateaux, notamment les porte containers. C'est l'équivalent d'un million de voiture ! Je ne sais pas si vous vous rendez compte, c'est tellement gros qu'on a du mal à imaginer ce que ça coûte ! »

Des énergies compatibles avec l'écosystème

2

Un participant : « Il conviendrait qu'avant de développer une source d'énergie renouvelable, on soit très attentifs aux impacts des dispositifs et des équipements qui sont mis en place. On a parfois des effets qui sont contre-intuitifs. »

Economiser l'énergie avant de développer les énergies renouvelables

9

Un participant : « Il faut avoir une politique volontariste d'économies d'énergie : "le kilowatt le plus efficace c'est celui qu'on ne consomme pas". Une telle politique est bonne pour la planète mais également pour l'emploi et contre la précarité sociale. »

Hydroliennes⁷ : rattraper le retard

7

Un participant : « On n'utilise pas assez l'eau comme énergie, or, nos ingénieurs sont prêts, avec ces fameuses hydroliennes sous-marines et cela nous permettrait d'être plus autonomes au niveau de l'énergie. Aujourd'hui on est en retard, encore une fois, d'une décennie par rapport à nos voisins nordiques. »

Energie nucléaire : des effets collatéraux importants -> passer aux énergies renouvelables

8

Une participante : « J'ai habité à côté de Flamanville et fait partie d'une association où j'étais préleveur volontaire. Le nucléaire déclenche beaucoup de cancers, ce qu'on appelle dans les hautes instances, les « dommages collatéraux » et il y a énormément de déchets radioactifs ce qui n'est pas anodin. (...) Avec le développement des voitures électriques, ça devient un problème si on s'en sert comme prétexte pour construire de nouvelles centrales. »

ECONOMIE/EMPLOI

Faire une prospective en matière d'emplois et de formations

Un participant : « La transition écologique va certainement bouleverser toute l'économie et toute notre production or, derrière cette production il y a des emplois. (...) Je pense qu'il faut réfléchir à des plans échelonnés dans le temps et voir l'impact sur l'emploi et sur leurs évolutions, et donc à la formation à mettre en œuvre. »

Développer des filières de recherche et développement. Trouver les ressources nécessaires

4

Un participant : « Je pense que c'est le moment de créer des filières et pour cela il faut des moyens. L'argent on peut le trouver, peut-être en renationalisant les sociétés d'autoroute par exemple, et le réinvestir dans des projets de développement, en créant des emplois pour avoir une industrie nationale forte. »

⁷ Turbine immergée qui utilise l'énergie des courants marins, et parfois fluviaux, pour produire de l'électricité

Aider financièrement les entreprises « vertes »

2 2

Une participante : « Il faudrait favoriser les entreprises qui œuvrent en direction du développement durable véritable (et pas du « greenwashing⁸ ») en aidant financièrement notamment les entreprises qui ne sont pas nocives pour l'environnement »

Relocaliser les productions

10

Un participant : « La question des relations commerciales se pose aussi : est ce qu'il faut acheter loin et faire circuler les produits pour faire des économies ? »

Des subventions mieux ciblées (petits producteurs)

7

Une participante : « Moi je serais pour favoriser l'agriculture biologique en remettant à plat les subventions pour les verser aux petits producteurs avant les gros qui ont déjà suffisamment. »

Supprimer rapidement le glyphosate

17

Une participante : « J'aimerais que nos élus aient le courage de voter enfin la suppression du glyphosate à court terme. On est là face à une vraie catastrophe : la moitié des espèces animales sont en train de disparaître, les humains sont malades et tout le monde le sait, donc qu'est-ce qu'on attend ? Pour moi c'est un crime contre l'humanité ! »

COMPORTEMENTS INDIVIDUELS/VIE QUOTIDIENNE

Acheter en vrac/supprimer les bouteilles plastiques

6

Déchets : sensibiliser les mauvais élèves, éventuellement sanctionner

3

Un participant : « On voit sur nos routes voient de nombreux déchets qui jonchent le bas-côté ; cela a un coût puisque ce sont les employés communaux et départementaux qui les ramassent. Il y a peut-être une sensibilisation à faire dans les médias. Il faudrait aussi mettre en place une procédure de recherche de ces personnes : on continue à les ramasser mais on fait des analyses scientifiques pour les identifier. »

Produire et consommer local

13

Changement d'heure : vivre à l'heure solaire

11

Une participante : « On change d'heure au bout de 5 mois l'hiver et 7 mois l'été et personnellement je le vis très mal. J'aimerais qu'on vive tout simplement à l'heure naturelle, c'est à dire l'heure solaire, parce qu'en hiver on est pas une heure en retard par rapport à l'été mais on est encore une heure en avance par rapport au soleil ! Je pense que ça a des impacts sur la santé de tout le monde, les êtres humains qui doivent subir cette obligation ne la vivent pas bien, et la planète nous en saurait gré. Si les gens ont envie d'avoir des longues soirées, on pourrait peut-être aménager les horaires de travail mais pour la vie courante, on respecterait l'heure solaire pour être au rythme de la nature. »

Refus du Linky⁹

18 2

Une participante : « Pour faire des économies, on pourrait éviter de jeter tous les vieux compteurs électriques et donc refuser chacun l'installation du compteur Linky. »

DEPLACEMENTS/VOITURES

Promouvoir et développer les transports collectifs

17

Favoriser le télétravail

2

Un participant : « Si on travaille de chez soi on n'a pas besoin de prendre sa voiture. Il faut pour cela un internet qui fonctionne ce qui n'est pas le cas dans beaucoup d'endroits. »

Véhicules électriques : une mauvaise solution

5

Un participant : « Aujourd'hui on nous dit que tout le monde va devoir rouler à l'électrique. Il faut savoir que la voiture électrique, on n'arrivera pas à s'en défaire à 100%, et elle va nous coûter un max parce que ce sont des choses polluantes qui sont dans les batteries par exemple. Ce n'est donc pas la solution pour la transition, surtout pas ! »

Les voitures électriques : pourquoi c'est cher ?

1

Promouvoir les moteurs à hydrogène

7

Une participante : « Je trouve que les fabricants automobiles ne s'investissent pas assez dans la transition écologique. Il paraît que fabriquer une voiture électrique ça coûte beaucoup moins cher (moins de main d'œuvre...) alors pourquoi ça coûte si cher ? »

⁸ Ou en français « blanchiment écologique », qui consiste pour une entreprise à orienter ses actions marketing et sa communication vers un positionnement écologique.

⁹ Compteur électrique nouvelle génération. [Présentation par Enedis](#)

Il faudrait aussi leur demander d'accélérer sur la voiture à hydrogène et la voiture électrique pour faire en sorte que chacun puisse en acheter une parce que c'est trop cher et ça ne se justifie pas. »

AUTRES SUJETS

Supprimer loi sur secret des affaires¹⁰

15

RETRAITES

Suppression de la CSG et de la désindexation des pensions pour les retraités

21

3

Un participant : « Ce débat est intéressant mais le point principal qui manque dans les thèmes proposés, c'est les salaires et le pouvoir d'achat : c'est quand même le fond du problème ! On est ici dans une assistance ou il y a beaucoup de retraités, on est bien placés pour parler du pouvoir d'achat parce qu'on nous tape dessus (CSG, désindexation des retraites) alors qu'il y a 100 milliards d'€ d'évasion fiscale... C'est pas les retraités qui faut taper c'est là où il y a de l'argent ! »

Une retraite digne pour tous Universalité des pensions

12

5

2

Un participant : « Je souhaiterais une équité, une égalité des chances pour que ceux qui auront travaillé toute leur vie puissent avoir une pension digne du travail qu'ils ont produit sur 40,45 ou 50 ans. Les agriculteurs par exemple n'ont aujourd'hui pratiquement rien du tout, souvent en dessous de 1000 euros. Je suis pour une universalité des pensions pour que personne ne travaille toute une vie pour rien et qu'on puisse vivre dignement de sa retraite. On ne souhaite qu'une chose, c'est que la retraite par répartition et par points continue. »

DEPENDANCE

Plan National sur la dépendance

10

Un participant : « Plus ça va aller, plus la démographie des personnes âgées va se développer et, d'une part, le coût dans les EPHAD actuellement est relativement élevé (il y a des personnes qui ont du mal à faire face et ce sont souvent les enfants qui doivent participer) et d'autre part, il n'y a pas actuellement suffisamment d'établissements et de personnel compétents pour accueillir ces personnes âgées dépendantes. »

Revaloriser en urgence les métiers de l'accompagnement

12

Une participante : « Il faut absolument former des aides-soignantes et des aides médico-sociales pour les personnes âgées, à la fois chez elles et en EPHAD. C'est une urgence car ça manque cruellement : il faut revaloriser ces métiers et les rendre attractifs par une paye correcte pour qu'ils attirent les jeunes. »

LOGEMENT

Plafonnement des loyers (pour les jeunes)

4

Un participant : « Les jeunes ont de plus en plus de mal à se loger parce que c'est trop cher donc je suis pour un plafonnement des loyers »

Priorité à la lutte contre la présence de personnes à la rue

[Intervention dans la séquence « Fiscalité et dépenses publiques »]

3

Un participant : « Je suis frappée qu'en France au 21^{ème} siècle il y ait toujours des gens qui dorment dehors. Où va l'impôt ? Raoul Follereau¹¹ avait dit à l'époque de la guerre froide, « donnez-moi le prix de deux bombardiers et je réglerai la lèpre. » Je ne connais pas le montant pour régler le problème du logement en France mais je pense que ça ne doit pas être si élevé que ça. Que notre impôt aille là »

Priorité aux locations longue durée (civisme)

[Intervention dans la séquence « Fiscalité et dépenses publiques »]

1

Une participante : « On fait presque tous appel à Airbnb et dans les grandes villes comme à Paris, Lyon ou Marseille, combien de personnes qui sont propriétaires d'appartement préfèrent le louer au week-end plutôt qu'au mois à des gens qui en auraient besoin ?

Il faut faire des efforts et passer par des systèmes de location adéquats, c'est aussi une question de civisme ! »

¹⁰ [Texte complet de la loi sur Legifrance](#)

¹¹ Ecrivain français, créateur de la journée mondiale contre la lèpre.

POUVOIR D'ACHAT

Augmenter les salaires

11

Un participant : « Il faut augmenter les salaires de manière décente pour ne pas que ce soit ceux qui ont un tout petit peu qui donnent pour ceux qui n'ont pas grand-chose

On a vu dans l'actualité Carlos Gohn, qui ne sait plus où mettre son fric et on va bientôt demander à nos retraités de donner de l'argent pour nos enfants parce qu'ils ne gagnent pas assez d'argent : le SMIC est trop bas¹². Il faut augmenter le SMIC de manière décente pour que les gens puissent vivre parce que ça va relancer la consommation c'est ça le moteur de l'économie ! »

EDUCATION

Mise sous tutelles régionale des formations professionnelles

3

Un participant : « Je voudrais parler des 1 500 000 jeunes en France qui sont sans emploi et sans formation. Ce nombre est en grande partie alimenté par les 100 à 110 000 jeunes qui sortent chaque année du système éducatif sans diplômes. Ma proposition soient mis sous tutelle régionale l'ensemble des formations professionnelles, les lycées professionnels, les centres d'apprentissage...et que les jeunes puissent passer d'un statut à un autre selon leurs besoins et leurs capacités. »

¹² Montant du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance mensuel au 1^{er} janvier 2019 : 1 521,22 € brut soit un peu moins de 1200 € nets

CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



L'ORGANISATION DE L'ETAT ET LES SERVICES PUBLICS

CONSERVER
ENQUÊTE
PUBLIQUE
TRADITIONNELLE

REGROUPER
COMMUNES

REDUIRE
PAGE FEUILLES
ADMINISTRATIF
→ CIVISME DES ÉLUS

SIMPLIFICATION
ADMINISTRATIVE
EFFICACE
→ ~~Interlocuteur unique~~

Interlocuteur
unique pour
chaque service

RETABLIR
VRAIS INTERLO-
CUTEURS
(= de boîtes vocales)

SUPPRIMER
LE
DEPARTEMENT

Fonctionnaires
et élus
qui écoutent le
peuple

Art 72 de la Constitution
decentralisation
à mettre en œuvre
rapidement

RENFORCER
REGIONS

PLAFONNEMENT
DES
LOYERS (→ Jeunes)

RENFORCER
COUR DES
COMPTES
(décisions opposables)

AUTRES

SUPPRIMER
LOI SUR SECRET
DES AFFAIRES

PLAN NATIONAL
SUR LA
DEPENDANCE

SUPPRESSION
CSG et
Desindexation
pour retraités

INTERROGATION
DU MODÈLE DE
CROISSANCE
CENTRÉ SUR
METROPOLES

REVALORISER
EN URGENCE
METIERS DE
L'ACCOMPAGNEMENT

UNIVERSALITE
DES
PENSIONS

MISE SOUS TUTELLE
REGIONALE DES
FORMATIONES
PROFESSIONNELLES

AUGMENTER
LES SALAIRES

UNE
RETRAITE
DIGNE POUR
TOUS

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Utiliser
le
référendum

Prise en compte
du vote blanc
pour dissuader
l'absentéisme

Vote
obligatoire
et seul éligible

RIC.
bonne idée,
mais à bon escient

les élus doivent avoir
conscience de la démocratie
Plus de concertation
sur les projets locaux

Plu par communes
↳ PLI
plus rationnel

RIC.
Prise en compte
si +50% participants

Reintroduire
l'instruction civique
dans les écoles
Apprendre à "vivre avec" ^{le}

Multiplier les
réunions
élus / citoyens

Rendre le vote obligatoire
Sauf en cas de
vote en ligne

Plus d'occasions
de débattre
avant ce soir

Repenser l'Europe
Plus de souveraineté

EUROPE
des députés plus
proches
Plus de transparence

Introduction de
la proportionnelle
dans les élections
locales

de civisme :
s'écouter
se parler
se comprendre

2019/02/12

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Eau :
économiser
préservé

Taxer le
héroséje

Rehabiliter
l'eau dans les
démotres.
Réapprendre l'eau.

des déchets :
Sensibiliser les
mauvais élèves.
cristelles sandwichs.

Économiser l'énergie
avant de développer
les énergies renouvelables

Des énergies
compatibles avec
l'éco-système.

Accepter en vrac.
Supprimer les bouteilles
en plastique.

Changement d'ère :
venir à l'ère solaire.

des voitures
électriques :
pourquoi c'est d'os ?

Supprimer
rapidement
le glyphosate.

AIDER FINANCIÈ-
REMENT
ENTREPRISES
VERTES

Favoriser le
télé-travail.

Promouvoir les
voitures à
hydrogène.

Relocaliser
les productions.

Développer des
formes de recherche
et développement
Trouver des ressources
nécessaires

Transition écologique :
faire une prospective
en matière d'emplois
et de formations

Véhicules électriques :
une nouvelle solution

Hydrogènes :
rattrape le retard.

Énergie nucléaire :
des effets collatéraux
importants
↳ passer aux
énergies renouvelables.

Refus dulinky.

Produire et
consommer
local

Transition écologique :
des initiatives
locales citées.
(petits producteurs).

Promouvoir et
développer les
transports collectifs

2019/02/12